

Les bénéficiaires d'aides sont-ils à leur tour générateurs de solidarités ?



**Jasmine
Kahou Nzouyem**

Université de
Ngaoundéré Cameroun



**Frédérique
Andriamaro**

Université
d'Antananarivo/
Université catholique de
Madagascar



Valentina Napolitano

LPED, Aix-Marseille Univ.,
Institut de Recherche
pour le Développement

Loin d'être passifs et de constituer un poids pour la société, les bénéficiaires d'aides (étatiques et humanitaires) et de soins deviennent à leur tour des pourvoyeurs actifs de solidarité au sein de leur cercle familial et social. Ils distribuent des aides matérielles (argent, logement, biens de première nécessité), se chargent du soutien émotionnel et du soins d'autres personnes (notamment de la garde d'enfants en bas âge) ou encore facilitent l'accès à des ressources (documents, informations, etc.). Ces phénomènes sont observés dans des contextes de crise économique, de rupture conjugale ou encore de migration, marqués par la déstructuration des anciens réseaux de soutien et l'émergence de nouvelles formes de solidarité intra-familiales et collectives.

Far from being passive and a burden on society, recipients of state and humanitarian aid and care in turn become active providers of solidarities within their family and social circles. They distribute material aid (money, housing, basic necessities), provide emotional support and care for others (including looking after young children), and facilitate access to resources (documents, information, etc.). These phenomena are observed in contexts of economic crises, marital breakdowns or migrations, marked by the breakdown of previous support networks and the emergence of new forms of intra-family and collective solidarities.

Ce texte a été produit au cours d'une session de speed writing organisée le 22 décembre 2022 dans le cadre d'un atelier de recherche réunissant chercheur-es du Laboratoire Population Environnement Développement (LPED, Aix-Marseille Univ., Institut de recherche pour le Développement), de l'unité Démographie des pays du Sud (Demosud) de l'Institut National d'Etudes Démographiques (INED, Aubervilliers, France) et de l'Institut de démographie et socioéconomie (IDESO) de l'Université de Genève (Suisse)

Personnes âgées et grand-parentalité, générateurs de solidarités intra-familiales

Selon Jean-Huges Déchaux (2009), les solidarités familiales représentent une « économie cachée » constituée d'échanges de services et de biens, peu comptabilisés en tant que tels, mais qui sont essentiels au maintien de son unité. En Afrique subsaharienne, dans des contextes familiaux marqués par le chômage, les cash-transfers reçus par les personnes âgées, comme en Afrique du Sud, leur permettent de retrouver un rôle social important dans les structures familiales (Scodellaro, 2010). Elles reçoivent de l'argent qui leur permet de venir en aide à leurs enfants au chômage, à leurs petits enfants scolarisés, à leurs filles en difficulté suite à un divorce. Dans le cas du Cameroun, une redistribution est faite sur les aides reçues des enfants pour aider d'autres enfants et petits-enfants en situation précaire (Kahou *et al.*, 2021). De même, à Madagascar, l'aide apportée par l'ensemble ou une partie de la fratrie à leurs parents peut être également analysée dans les rapports avec les petits-enfants. Cette aide permet aux grands-parents de financer et de nourrir leurs petits-enfants issus de familles en rupture — divorce, famille monoparentale, décès des parents (Andriamaro, 2018). On arrive ainsi à une circulation de l'aide matérielle et financière au sein de la famille, ce qui permet de consolider des liens familiaux et de construire des soutiens émotionnels. Au-delà de l'échelle intrafamiliale, des phénomènes de solidarité peuvent être observés à l'échelle de la collectivité d'appartenance.

Les solidarités collectives en contexte migratoire

Pour explorer l'articulation entre réception et redistribution d'aide à une échelle collective, les contextes migratoires semblent particulièrement heuristiques. Alors que les migrants et les réfugiés sont associés à l'image de « victimes », ils sont pourtant les premiers à fournir des solutions aux problèmes sociaux et économiques qu'ils rencontrent (Pincok *et al.*, 2020). En Jordanie, par exemple, les réfugiés arrivés suite au conflit débuté en Syrie en 2011, ont d'abord été accueillis par les réseaux familiaux transnationaux, avant qu'une réponse institutionnelle, des autorités jordaniennes et de l'UNHCR, se mette en place. Plus tard, des formes de solidarité se sont organisées parmi les migrants installés dans le pays avant même le début du conflit. Ces derniers ont formé des associations et des organisations caritatives pourvoyant des services dans des domaines variés (santé, éducation, travail) (Napolitano, 2024). Lorsque plusieurs vagues migratoires se succèdent au sein d'un même lieu, tel est le cas des camps de réfugiés au Liban, qui ont accueilli des réfugiés palestiniens (depuis 1948), puis syriens (depuis 2011), on observe l'émergence d'un *refugee-refugee humanitarianism* (Fiddian-Qasimiyeh, 2016) consistant dans l'accueil, le partage de biens de première nécessité et d'informations.

Ces formes de solidarités, soient-elle intra-familiales ou collectives, ne sont néanmoins pas à l'abri de l'émergence de formes de compétition et de conflit dans des contextes marqués par une forte précarité socio-économique.



Un ménage composé de trois générations dans la ville de Tuléar au sud de Madagascar en 2011.
Source : Andriamaro (2012)



L'association des étudiants syriens en Jordanie distribue des à des enfants réfugiés dans la région frontalière avec la Syrie en 2019.
Source : Napolitano (2024).

Andriamaro F.

- 2018. « Ruptures familiales et prise en charge de l'enfant à Madagascar : cas de la province de Toliara », in Cauchi-Duval N. et Gomes M-C S.(dir), Grandir en dehors de sa famille, avec sa famille, coll. Publications de l'Aidelf, 5-21, ISBN 978-2-9521220-9-2

- 2012. Ruptures familiales et prise en charge des enfants à Madagascar, Thèse de démographie, Université Paris Ouest Nanterre, 260p.

Déchaux, J.-H.

- 2009. Sociologie de la famille. éd. La Découverte, coll. Repères Sociologie: 122p.

Fiddian-Qasmiyeh, E.

- 2016. 'Refugees Hosting Refugees. Local Communities: First and Last Providers of Protection', Forced Migration Review, 53, 25—7.

Kahou Nzouyem J.L, Yemmafouo A., & Lémouogué, J.

- 2021. La famille au cœur de la prise en charge des personnes âgées à Bangang (Ouest-Cameroun). Espace Géographique et Société Marocaine, n°43-44 pp 355-380.

Napolitano, V.

- 2024. "Hosting Syrian Refugees in Jordan: Refugee-Led Humanitarianism and National Response", in Al Hussein, J., Napolitano, V. and Neveu, N. (eds), Migrations in Jordan. Reception Policies and Settlement Strategies, Londres: I. B. Tauris, p. 215-229.

Pincock K., Betts A. et Easton-Calabria E. (eds)

- 2020. 'The Global Governed? Refugees as Providers of Protection and Assistance', Cambridge: Cambridge University Press.

Scodellaro, C.

- 2010. Les articulations entre solidarités publiques et solidarités privées en Afrique du Sud : les pensions vieillesse et leurs effets. Autrepart, 53, 57-74. <https://doi.org/10.3917/autr.053.0057>



Publier ou périr
("publish or perish"), c'est l'équation
à laquelle sont confronté.e.s tous, toutes les
chercheur.e.s, ingénieur.e.s de recherche. Pas de
financement ou de promotion possibles sans une bonne
évaluation de son travail, et pas de bonne évaluation sans un
nombre conséquent de publications dans des revues reconnues, à
impact factor. Ne pas publier c'est ne pas exister. Cela induit une forte
concurrence entre chercheur.e.s, ingénieur.e.s et favorise l'émergence
de revues scientifiques avec des modèles économiques abusifs (les
revues prédatrices). Pour répondre à cette injonction de publication,
les chercheur.e.s, ingénieur.e.s se plient aux exigences des revues. Les
formats des articles sont imposés (le plan, le nombre de mots...), l'anglais
est devenu dans certaines disciplines la seule langue de publication
reconnue. Les articles sont parfois retravaillés pendant plusieurs années
avant d'être finalement publiés (ou refusés). Il est de plus en plus fréquent
que les revues fassent payer les laboratoires de recherche, les institutions de
recherche pour la publication. Une fois publiés, les articles n'appartiennent
plus aux auteur.e.s, et très souvent encore, ils ne sont accessibles aux
lecteurs et lectrices (individus ou institutions) que moyennant paiement ou
abonnement.

Vous l'aurez compris, publier n'est pas une mince affaire. Une des
conséquences de ce système est que nous, chercheur.e.s, ingénieur.e.s
de recherche nous avons tous dans nos tiroirs et dans nos disques durs
des articles de très bonne qualité que nous ne publierons peut-être jamais.
Certains ont été soumis et refusés malgré leur qualité: la sélection est rude,
le nombre de soumissions pour une même revue est bien supérieur
à celui des places possibles dans un numéro de revue. Certains
articles ont un format qui ne conviennent pas aux revues : ils
sont trop pointus, trop interdisciplinaires, écrits dans une
langue qui ne se publie pas faute d'audience....

D'autres ont été soumis, acceptés, relus,
corrigés et jamais publiés, faute de
financement.



LES IMPROMPTUS

#08
DU LPED

#08
LES IMPROMPTUS
DU LPED

DIGRESSIONS

Édition scientifique :
Julie Cardi, Mélanie Favrot, Bénédicte Gastineau, Didier Genin, Valérie Golaz et Christine Robles

Les impromptus du LPED

Digressions

Éditeurs scientifiques

Julie Cardi, Mélanie Favrot, Bénédicte Gastineau, Didier
Genin, Valérie Golaz et Christine Robles

Éléments de catalogage

Digressions. Les Impromptus du LPED n°8

Laboratoire Population-Environnement-Développement,

UMR 151 (AMU – IRD), Marseille.

ISBN : 979-10-96763-15-3

Creative Commons - BY - NC - SA

www.lped.fr